



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 108 du 6 octobre 2019

Au sommaire :

- Budget de l'Etat, offensive contre les retraites... une même politique, au service des patrons, contre le monde du travail
- « *Lubrizol coupable - Etat complice !* » Pour le contrôle démocratique des salariés et de la population sur l'économie - Bruno Bajou
- Chine : de la révolution à la grande puissance capitaliste en passant par le mythe d'une Chine communiste - Galia Trépère

Budget de l'Etat, offensive contre les retraites... une même politique, au service des patrons, contre le monde du travail

Jeudi 3, en Seine Saint Denis, les enseignants étaient en grève et en manifestation, révoltés par le suicide de Christine Renon, directrice d'école, « épuisée », comme elle l'a écrit dans une lettre adressée à sa hiérarchie, par le nombre et la lourdeur des tâches et des responsabilités qu'elle-même comme ses collègues directeurs/trices doivent assumer seuls. D'autres rassemblements et manifestations avaient lieu le même jour dans de nombreuses villes, ainsi qu'un hommage à Pantin samedi. Face à ce drame, le ministre de l'Education, Blanquer, a eu l'indignité de déclarer : « *dans ce genre de circonstances, nous sommes tous dans le même bateau* » ! Comme si ce n'étaient pas lui, Macron et le gouvernement les responsables.

Une provocation au moment même où la présentation du projet budget 2020 confirmait, sans surprise, la continuité de leur politique de casse des services publics, de cadeaux aux patrons et aux riches. Présentant ce budget, *Les Echos* écrivait : « *Le projet de loi de Finances pour 2020 fait la part belle aux Armées et à l'Intérieur, tandis que le Logement voit son budget réduit et que Bercy, l'Education et la Transition écologique perdent des postes* »... « *L'assurance-maladie, les collectivités locales et l'assurance-chômage seront particulièrement mises à contribution [...] pour freiner la progression des dépenses publiques.* » Les impôts des entreprises, eux, baisseront d'un milliard d'euros, ce qui fera 9,5 milliards de baisse sur 5 ans. A quoi il faut ajouter les 4,5 milliards résultant de la suppression de l'ISF. Tout est dit !

Macron poursuit, lui, sa campagne pour tenter de déminer les oppositions à sa réforme des retraites. A Rodez

jeudi, il s'est mis en scène devant un parterre de 600 personnes, la plupart retraitées. Les médias ont « rendu compte », relayant sa propagande : les caisses se vident plus vite qu'elles ne se remplissent, le système est trop compliqué, il manque d'équité...

Les 42 régimes existants seront réduits à un seul, basé sur un système à points ; le nombre de points accumulés au fil des cotisations multiplié par la valeur du point donnera le montant de la pension... Mais cette valeur ne sera connue qu'au moment du départ. En plus de rendre toute estimation de la pension impossible, cela ne peut se traduire que par une baisse continue des pensions, désormais indexées sur l'état des caisses. Les principales victimes en seront les salariés, en particulier les précaires, les femmes. Macron promet qu'aucune retraite ne sera inférieure à 1000 euros... à condition d'avoir accumulé le nombre points nécessaires... Pour les classes laborieuses, cette réforme signifie travailler plus longtemps pour toucher moins. Les plus aisés pourront, eux, se tourner vers la capitalisation, au grand bénéfice des fonds de pension privés à qui la réforme ouvre de juteuses perspectives.

Quant à l'équité, c'est à une nouvelle offensive contre les régimes spéciaux que l'on a droit, une hypocrisie à laquelle la mobilisation des travailleurs de la RATP a commencé à apporter la seule réponse qui vaille : l'égalité, oui, mais par en haut. La grève reconductible à partir du 5 décembre, initiée à l'origine par leurs syndicats, s'élargit et pourrait devenir un moment de convergence, une étape vers une grève générale.

Macron compte sur la dilution de sa réforme dans le temps et sur la passivité des directions des grandes confédéra-

tions syndicales qui continuent à jouer les dupes. Suite au show de Rodez, Laurent Berger se disait rassuré : « *Ce que je craignais [...] c'est que le débat soit fini hier soir, ça n'a pas été le cas* »... Philippe Martinez, reçu la veille par Macron à qui il a pu présenter « *ses propositions* », commentait dans *Libération* : « *Il a posé beaucoup de questions. Jusqu'à maintenant, il a toujours écouté, il a peu entendu. On verra, on ne peut pas tirer de conclusion dès maintenant.* »... La belle blague !

Loin de ces dérobades pitoyables, c'est à un affrontement général avec le gouvernement et le grand patronat qu'il est nécessaire de se préparer. Cela passe par une campagne politique pour expliquer les enjeux, donner une perspective commune aux diverses mobilisations, des enseignants contre leurs conditions de travail, des jeunes et moins jeunes contre la pollution, la crise climatique, contre les licenciements, pour les salaires, contre la réforme des retraites, pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive capitaliste.

« Lubrizol coupable - Etat complice ! »

Pour le contrôle démocratique des salariés et de la population sur l'économie

Depuis plus d'une semaine, malgré la multiplication des propos rassurants du préfet et des ministres, la colère et l'inquiétude grandissent après l'incendie catastrophique de l'usine, classée Seveso, Lubrizol.

Comment les croire quand leurs déclarations ne cherchent qu'à minimiser les risques et surtout à masquer leur incapacité à faire respecter leurs propres réglementations à cette multinationale ?

Mardi matin, Agnès Buzyn, ministre de la santé, osait affirmer : « *cette pollution qui est réelle (...) n'entraîne pas de risques pour la santé* » ... alors que maux de tête et vomissements perdurent et que la consommation des produits agricoles est interdite sur 112 communes. Suite à la publication de la liste des produits chimiques ayant brûlé, le préfet a fait cette déclaration stupide : « *tous les produits ne sont pas dangereux* » certes, pas tous ! D'autant qu'il est bien incapable de dire quelles molécules ont pu apparaître dans la combustion de leur mélange et qu'il a dû reconnaître, samedi, qu'un entrepôt voisin avait aussi brûlé et personne ne sait ni la quantité ni la nature des produits.

Le préfet, surtout soucieux de se couvrir, a cyniquement affirmé : « *le site était en règle administrativement parlant* ». Mais à Lubrizol comme dans bien des entreprises, les règles de sécurité ne peuvent tout simplement pas être appliquées à cause d'effectifs insuffisants et du recours massif à la sous-traitance et aux contrats précaires. D'autant que la suppression des CHSCT a réduit à néant les moyens de contrôle des salariés sur la sécurité et que la réduction des moyens des DREAL (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) a dramatiquement limité la surveillance des sites industriels. Alors quelle est la réalité de ces règles ? Comment expliquer que cet incendie, quelle que soit son origine, ait pu prendre une telle ampleur dans un site Seveso censé être parfaitement sécurisé ? Le préfet est bien incapable d'y répondre...

« Lubrizol doit payer - On veut la vérité »

Mardi 1 octobre, plus de 5000 personnes ont manifesté dans les rues de Rouen pour exiger la vérité de la Préfec-

ture mais aussi pour que Lubrizol paie toutes les conséquences de cette catastrophe dont elle est entièrement responsable. D'autres manifestations sont prévues dans les jours qui viennent.

Lubrizol qui appartient à la holding Berkshire Hathaway du milliardaire américain Warren Buffett a largement les moyens de payer... Pourtant la direction de l'usine n'a cherché qu'à se dédouaner de ses responsabilités osant même affirmer que l'incendie s'était forcément déclenché hors de l'usine... Peut-être effectivement s'est-il déclenché dans ces entrepôts voisins, échappant à la réglementation Seveso, qu'utilisait Lubrizol. Mais de toute façon cela ne justifie en rien qu'il ait pu se développer ainsi dans l'usine elle-même. Lubrizol est responsable et doit payer !

Car la réalité c'est que malgré des accidents précédents, l'entreprise avait obtenu l'autorisation préfectorale, sans nouveaux contrôles, d'augmenter sa capacité de stockage de produits dangereux et que donc elle stockait une partie de ses produits dans l'entrepôt d'une simple société de logistique qui n'est pas soumise aux mêmes règles de sécurité et de transparence.

Les multinationales font courir, avec leurs usines, des risques inacceptables à leurs salariés comme à l'ensemble de la population parce que la recherche du profit finit toujours par prendre le pas sur la sécurité, avec la complicité des autorités publiques pourtant censées faire respecter et contrôler les réglementations.

L'irresponsabilité des multinationales comme l'incurie des pouvoirs publics qui se soumettent à cette course aux profits, entraînent une opacité qui empêche toute réelle maîtrise des risques industriels. C'est bien cette logique du fonctionnement de l'économie capitaliste, dominé par la course aux profits, la mise en concurrence, l'exigence de compétitivité qu'il faut combattre et avec laquelle il faut rompre pour imposer le respect de la santé et de la sécurité des populations, comme la préservation de l'environnement.

La sécurité ne peut reposer que sur la transparence la plus totale qui implique le contrôle démocratique de l'ensemble de la production par les salariés et la population.

Un contrôle réel qui n'hésite pas à faire des intrusions profondes dans le domaine de la propriété privée, pour demander des comptes et refuser l'opacité du secret industriel, pour imposer à cette minorité qui soumet toute la société à sa cupidité, le respect des intérêts du plus grand nombre.

Une étape vers la remise en cause de l'ensemble de cette société capitaliste pour pouvoir organiser démocratiquement la production des richesses utiles à tous, en se donnant les moyens d'en maîtriser consciemment les risques et les impacts environnementaux.

Bruno Bajou

Chine : de la révolution à la grande puissance capitaliste en passant par le mythe d'une Chine communiste

Inauguration du plus grand aéroport du monde à Pékin quelques jours auparavant, spectacles grandioses le jour même avec 100 000 figurants, des défilés militaires imposants, 15 000 soldats et des armes dernier cri dont des missiles intercontinentaux, le régime chinois a fait du 70^{ème} anniversaire de la naissance de la « République populaire » l'exaltation de la puissance de la Chine, première puissance industrielle et deuxième économie du monde. Une mise en scène du « rêve chinois » de Xi-Jiping, « *le socialisme à la chinoise du 21^e siècle* », de quoi conforter les sentiments de fierté nationale de centaines de millions de Chinois qui ont accédé à la modernité, fierté d'être devenue, de la « *colonie de toutes les nations* », comme le disait le dirigeant de la première révolution chinoise Sun Yat Sen, une des premières puissances mondiales. Xi Jinping, à qui le parlement a permis de rester président à vie en supprimant le nombre maximum de mandats l'an dernier, présidait les cérémonies. Un immense portrait de lui, reproduit aussi à plusieurs endroits de la place Tiananmen, était porté en tête des défilés.

La dictature cherche à subjuger les acteurs de ce miracle économique, le prolétariat, par une propagande nationaliste exacerbée pour faire accepter l'injustice sociale, les inégalités criantes, l'hypocrisie des discours officiels. Il ambitionne de généraliser d'ici à l'an prochain un système de « notation citoyenne » auquel personne ne pourra échapper. Les dirigeants chinois le savent bien, les aspirations démocratiques et à plus de justice sociale qui s'expriment dans le mouvement de la jeunesse à Hong Kong pourraient faire contagion dans la jeunesse et le monde du travail en Chine continentale. La veille des cérémonies, les manifestants de Hong Kong étaient réprimés violemment, la police allant même jusqu'à faire usage de balles réelles.

La Chine n'a jamais été communiste contrairement à ce que prétendaient les courants gauchistes maoïstes issus du stalinisme dans les années 60. Il y a une continuité entre la Chine de Mao et celle d'aujourd'hui, la volonté nationale de faire de la Chine une grande puissance indépendante. Pour y parvenir, il a fallu une profonde révolution nationale radicale qui balaye la vieille Chine féodale et moyenâgeuse pour construire une puissance capitaliste dans le contexte d'une nouvelle époque, d'un nouveau stade de développement du capitalisme, dont elle est à la fois le produit et un facteur.

1949, la Chine ouvre l'ère des révoltes coloniales

Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la République populaire de Chine. Un siècle auparavant, les puissances européennes, Angleterre en tête, s'ouvraient à coups de canonnades, au cours des deux guerres de l'opium, les marchés chinois et les ressources du pays que les capitalistes européens prétendaient payer avec cette drogue. La Chine fut dépecée, mise sous tutelle par les « traités inégaux » de non pas une mais huit puissances impérialistes, Angleterre, France, Belgique, États-Unis, Allemagne, Russie, Japon, Autriche-Hongrie, qui prirent possession de concessions sur les côtes, à l'abri du pouvoir impérial, y installèrent des industries, donnant naissance à un prolétariat peu nombreux mais concentré dans les villes. L'ensemble de la population subissait le joug d'une administration impériale corrompue, celui des seigneurs de guerre féodaux et le joug colonial.

En 1911, sous la direction de Sun Yat-Sen, la première révolution chinoise, marchant sur les traces des révoltes des Taipings et des Boxers, renversa le régime impérial complètement verrouillé et compromis avec les puissances impérialistes. Mais le gouvernement nationaliste ne put s'imposer sur cet immense territoire et le pouvoir fut disputé et morcelé entre la République, les seigneurs de guerre et les puissances coloniales. La bourgeoisie chinoise, trop faible, liée aux propriétaires fonciers et elle-même détentrice de terres, était incapable d'exprimer les besoins et revendications des masses paysannes surexploitées.

La classe ouvrière, bien que faible numériquement mais très concentrée dans les villes côtières, aurait pu le faire comme l'avait fait la classe ouvrière russe en 1917. Mais en 1925-27 lorsque l'occasion s'en présenta, la direction de l'Internationale communiste, soumise à Staline et à la bureaucratie montante qui craignaient plus que tout la révolution, conduisit le Parti communiste chinois dans une impasse sanglante.

Le parti nationaliste de Tchang Kai-chek, le Kuomintang, avec lequel il fut demandé de s'allier jusqu'à sacrifier toute indépendance politique, se retourna contre lui et les ouvriers. Ce fut un massacre. Les militants communistes, contraints de s'enfuir des villes pour fuir la répression, gagnèrent les campagnes où ils formèrent des armées

paysannes puis contrôlèrent des territoires éloignés des grands centres, en rupture avec la classe ouvrière. Dans l'intervalle, à l'échelle internationale, la classe ouvrière était vaincue et écrasée par la réaction fasciste et la contre-révolution stalinienne, écartée pour une longue période de la scène politique en tant que classe porteuse d'un autre avenir pour la société. Le stalinisme qui avait liquidé toute perspective de révolution ouvrière, socialiste et internationaliste usurpa le drapeau du communisme. Le parti communiste chinois, comme les autres partis communistes dans le monde, n'avaient plus de « communiste » que le nom. Mais c'est sous ce drapeau qu'il dirigea la première révolution nationale, anticoloniale. Pleinement indépendants de la bourgeoisie chinoise comme des classes féodales et des puissances impérialistes, Mao et les siens furent en mesure, à la fin de la deuxième guerre mondiale lorsque le Japon capitula, de prendre la tête du soulèvement paysan, de lui donner une direction nationaliste révolutionnaire.

Le parti communiste et l'armée qu'il avait constituée dans les campagnes écrasèrent le régime corrompu de Tchang Kaï-chek. A la tête des masses paysannes insurgées ils firent table rase des vieux rapports d'oppression féodale, des seigneurs de guerre et du colonialisme. Dans l'année 49, même la bourgeoisie finit par se ranger du côté de l'armée rouge, de Mao et du PCC plutôt que du pouvoir tyannique et vermoulu de Tchang Kaï-chek et des seigneurs de guerre.

Du développement d'une économie nationale à l'intégration au marché mondial

La révolution avait débarrassé les campagnes des seigneurs de guerre, des vestiges du féodalisme, des rapports d'exploitation et d'oppression moyenâgeux que subissait toute la population paysanne et des coutumes les plus réactionnaires qui faisaient des femmes des bêtes de somme ou des objets de plaisir. C'est sur cette base que l'État chinois put commencer à développer une économie nationale. Le pouvoir maoïste appliqua à la Chine l'étatisation et la planification bureaucratique que le régime stalinien avait instaurées en URSS dans les années 30.

En l'absence de moyens techniques, le volontarisme prôné par Mao lors du « *grand bond en avant* » destiné à industrialiser le pays prit la forme de travaux forcés de toute la population et aboutit à une catastrophe dans les campagnes, responsable d'une famine qui fit plusieurs dizaines de millions de morts. Pour juguler le mécontentement né de cette folie et restaurer son pouvoir contesté au sein du parti, Mao lança la « *révolution culturelle* », une immense entreprise de mise au pas violente et sanglante de la population par les jeunes étudiants embigadés par le régime. Commencée en 1965, celle-ci dura jusqu'au début des années 70.

Cependant, malgré le prix terrible payé à cette politique aveugle et aventuriste, la population chinoise réussit à construire des infrastructures jusque-là inexistantes dans la plus grande partie du pays, des routes, des chemins de

fer, et une industrie nationale qui constituèrent la base de son intégration au monde capitaliste.

En 1971, elle fut intégrée au conseil de sécurité de l'ONU et, l'année suivante, Nixon était reçu en Chine. A partir de 1980, la Chine fut représentée au conseil d'administration de la Banque mondiale.

1978 – 2002 De la libéralisation de l'économie à l'intégration au capitalisme mondialisé

En 1978, deux ans après la mort de Mao, Deng Xiaoping entreprit une libéralisation progressive de l'économie. Le régime commença par privatiser les terres à la campagne et à créer des zones franches sur la côte, dans le sud, qui devinrent des terrains d'investissement pour les capitalistes étrangers mais en premier lieu des Chinois, ceux de Hong Kong, de Taïwan ou qui s'étaient expatriés plus loin. C'est à cette époque que prit naissance la ville de Shenzhen, qui compte aujourd'hui plus de 12,5 millions d'habitants.

Ces changements, l'apparition de marchés et de prix libres à côté des marchés et prix d'État, provoquèrent une hausse des prix des produits de première nécessité en même temps qu'une aspiration à desserrer l'étau de la dictature, des discussions au sommet du parti.

Ils débouchèrent sur la révolte de Tiananmen en avril 1989. Parti de manifestations des étudiants de Pékin en hommage et soutien à un réformateur du parti décédé, le mouvement formula des revendications démocratiques, rassembla sur la place les étudiants ou les représentants des étudiants venus de toutes les régions de Chine, y fit vivre pendant plus d'un mois les libertés démocratiques (liberté de la presse, droit de réunion...). Une très forte solidarité du petit peuple de Pékin, petits commerçants, et aussi des ouvriers aidé les étudiants à résister aux pressions du régime et à la première intervention des troupes lancée contre eux par Deng Xiaoping qui déboucha sur une fraternisation avec les soldats. Le 4 juin, une deuxième intervention militaire, accompagnée de blindés qui n'hésitèrent, cette fois, ni à tirer sur les jeunes, ni même à écraser les manifestants sous leurs chenilles, suivie d'une répression féroce, vint à bout de la révolte en faisant des centaines voire plus d'un millier de morts.

Les réformes un moment arrêtées pour rassurer les « conservateurs », Deng Xiaoping ne voulant pas mettre en péril la cohésion du parti dans ce moment de crise, reprit deux ou trois ans plus tard. En 1992, Deng Xiaoping annonça le « *tournant vers l'économie socialiste de marché* ». Dans cette décennie 90, l'État chinois privatisa une grande partie des PME qu'il contrôlait, il les vendit pour une bouchée de pain. Elles devinrent des entreprises sous-traitantes des entreprises étrangères. Une nouvelle bourgeoisie chinoise émergea autour de patrons et de responsables du parti enrichis par les privatisations et la corruption. A partir de 1997, le pouvoir réorganisa les grandes entreprises d'État dont le capital fut ouvert aux capitalistes étrangers. Il y eut à cette époque 50 mil-

lions de licenciements dans le même temps où la santé, l'éducation étaient libéralisées, privant une partie de la population de ces droits élémentaires. Il y eut beaucoup de révoltes contre les licenciements dans les entreprises d'État, mais localisées et le régime déploya tous les moyens pour empêcher leur jonction. Et un fort besoin de main d'œuvre dans de nouveaux secteurs compensa bientôt le chômage dans les entreprises d'État.

Le monde entier était alors soumis à la mondialisation libérale et impérialiste, une offensive des multinationales et de leurs États pour faire tomber toutes les barrières qui s'opposaient à la pénétration des capitaux et faire baisser les coûts de production, c'est-à-dire les salaires et les protections sociales. Les besoins des multinationales coïncidaient avec les intérêts de l'État chinois et de la bourgeoisie chinoise qui firent des prolétaires chinois les soutiens de la mondialisation.

La Chine devint l'atelier de sous-traitance des multinationales. Une bonne partie du commerce international passa dès lors par elle. Des villes poussèrent comme des champignons, l'exode rural assura une main d'œuvre bon marché. On estime à 300 millions le nombre de paysans qui vinrent travailler dans les villes, prolétarisés.

En décembre 2001, la Chine qui en avait fait la demande en 1986, était admise dans l'OMC.

De l'atelier du monde à la grande puissance, la Chine capitaliste produit et facteur de l'évolution du capitalisme mondialisé

Sa croissance, proche de 10 % par an jusqu'il y a quelques années, a tiré l'ensemble de l'économie mondiale. Dans cette décennie, toutes les multinationales se sont installées en Chine, profitant de sa main d'œuvre surexploitée, pour accéder à son marché intérieur ou le plus souvent pour produire des biens destinés à être ensuite exportés. En 2008, les capitaux étrangers dont ceux de la diaspora chinoise contrôlaient 75 % des exportations et 75 % de l'industrie. Les États-Unis n'ont pas cessé de se plaindre du déficit commercial américain vis-à-vis de la Chine mais les exportations « chinoises » étaient des produits technologiques assemblés en Chine à partir de composants américains ou européens qui rapportaient beaucoup plus aux étrangers qu'aux Chinois.

Pleinement intégrée au marché mondial, la Chine subit de plein fouet la crise de 2007-2008 à cause de la chute brutale de ses exportations vers l'Europe et les États-Unis. L'État chinois réagit de façon comparable aux États des pays occidentaux, en injectant massivement des liquidités dans l'économie (on parle de 550 milliards de dollars au minimum et 1000-1500 probablement), mais en subventionnant de grands projets de construction d'infrastructures et d'équipements, en Chine même et dans d'autres pays.

En 2013, Xi Jinping lança un grand projet de voies commerciales vers l'Europe en passant par l'Asie du sud-ouest d'un côté et le Kazakhstan, la Russie, la Pologne de l'autre jusqu'en Angleterre, les « nouvelles routes de la soie ».

Une ligne de chemin de fer de 12 000 kms reliant Yiwu en Chine jusqu'à Londres en 18 jours est opérationnelle depuis 2017. Mais ce sont des milliers de ponts, de kilomètres de routes et de chemins de fer qui sont construits, 42 ports maritimes exploités ou créés dans 34 pays. Une ligne de chemin de fer de 5300 kilomètres est envisagée en Amérique latine, passant en Amazonie et reliant les deux océans.

La Chine d'exportatrice de marchandises est devenue exportatrice de capitaux non seulement parce qu'elle détient depuis longtemps déjà une part importante des prêts concédés aux États-Unis ou à d'autres pays, mais aussi parce qu'elle investit des capitaux dans des marchés qu'elle a gagnés à l'étranger contre l'obtention de matières premières (grande mosquée d'Alger et autoroutes en Algérie, ports en Afrique...).

Née de la mondialisation capitaliste en tant qu'atelier de sous-traitance des multinationales états-uniennes et européennes, elle est devenue la première puissance manufacturière du monde et, dans plusieurs secteurs où elle a rattrapé son retard technologique (télécoms et nouvelles technologies), ses grandes entreprises (Lenovo, Huawei, Alibaba) concurrencent les multinationales déjà existantes.

Au point que les États-Unis, qui voient leur hégémonie menacée et contestée par l'émergence de nouvelles puissances, se sont engagés depuis 18 mois dans une guerre commerciale dont la Chine est une des premières cibles, au risque de provoquer un ralentissement de l'économie. Au stade du capitalisme financiarisé mondialisé, les visées impérialistes se combinent à la libre concurrence globalisée, une combinaison explosive.

De Tiananmen à Hong Kong et aux révoltes ouvrières, une nouvelle jeunesse de la révolution

Depuis 2012, Xi Jinping est le maître incontesté de la Chine, au sommet de la pyramide que constituent tous les échelons du pouvoir dans le Parti « communiste » et l'État. L'an dernier, le parlement chinois a supprimé la durée maximum du mandat présidentiel, ce qui lui permet de rester président à vie. La doctrine politique officielle, textuellement « *la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise pour une nouvelle ère* » est inscrite dans la constitution. La dictature est omniprésente, aucune liberté de la presse ni de réunion, tous les contestataires surveillés, arrêtés, menacés, contraints à l'exil ou éliminés. Même internet, alors que des centaines de millions de Chinois sont connectés, est sous contrôle.

Cette dictature protège jalousement l'enrichissement farineux de la bourgeoisie issue et liée à la bureaucratie que certains appellent la « noblesse rouge » qui comprend 609 milliardaires dont 150 sont membres du parti unique. 1 % de la population détient le tiers des richesses du pays alors les 25 % les plus pauvres n'en possèdent que 1 %. Cette oligarchie richissime et la bourgeoisie représentent aujourd'hui la plus grosse part du marché mondial

des industries de luxe, ses enfants étudient dans les écoles internationales les plus prestigieuses. Les capitalistes, chefs d'entreprises de l'État ou privées, sont la plupart du temps membres du parti unique (le dirigeant d'Alibaba vient de révéler qu'il était membre du PCC) et quand ils ne le sont pas, cultivent des liens étroits, une complicité achetée à coups de cadeaux et de services avec le pouvoir politique.

Le pouvoir s'appuie sur le « miracle économique » qui a transformé le pays et la vie de ses habitants en 30 ans, une amélioration du niveau de vie pour une classe moyenne forte de plusieurs centaines de millions de Chinois. Il exalte les sentiments de fierté nationale pour faire gober, comme le dit un écrivain opposant au régime qui a été contraint de s'exiler, Ma Jian, « *que le miracle économique national était dû aux chefs du Parti, et non aux légions de travailleurs sous-payés* ». Ou pour faire croire, plus exactement, que les intérêts des uns et des autres seraient communs, unis par la même ambition de moderniser le pays, rattraper le retard technologique par rapport aux vieux pays capitalistes et devenir la première puissance mondiale en 2050 comme l'a exprimé Xi Jiping, et montrer la voie au monde entier.

Mais la crainte du régime face aux manifestants « pro-démocratie » de Hong Kong montre à quel point il redoute la contagion de la révolte. Dans les années 90 et la première décennie de 2000, la classe ouvrière chinoise a mené des combats, des grèves pour ses droits, les salaires, ses conditions de travail si bien que des multinationales ont

délocalisé leurs entreprises dans des pays comme le Vietnam ou le Bangladesh où la main d'œuvre était moins chère. La censure qui s'exerce sur tous les événements qui surviennent en Chine ne peut occulter les événements qui se passent ailleurs, dans le monde, car les chaînes d'information officielles veulent donner de la Chine une image éclairée, ouverte, tournée vers les pays en développement. Et les explosions sociales, des travailleurs et des populations pour leurs droits, leurs salaires, contre les atteintes à leurs droits fondamentaux, des femmes aussi pour leur droit à l'existence, se font jour sur tous les continents. Très concentrée dans les villes et de très grandes entreprises, la classe ouvrière chinoise jouera à n'en pas douter un rôle historique, en s'affranchissant du nationalisme, en balayant la dictature, en expropriant cette bourgeoisie, c'est-à-dire en assurant son propre contrôle et celui de la population pauvre sur toutes les richesses qu'elle a créées, en orientant l'économie vers les besoins humains et la sauvegarde de l'environnement.

Cette révolution est en route. Elle passe par la libération des consciences, ici comme en Chine, des scories du campisme anti-impérialiste comme du stalinisme et du maoïsme, ces escroqueries du socialisme dans un seul pays et du communisme national, drapeau de la contre-révolution bureaucratique en URSS et de la bourgeoisie chinoise, de son État-parti, pour renouer avec une démocratie révolutionnaire internationaliste.

Galia Trépère